

15^e RÉUNION DES ÉTATS PARTIES
CONVENTION SUR L'INTERDICTION DES MINES ANTIPERSONNEL
(CONVENTION D'OTTAWA)

DÉCLARATION DU CANADA – SANTIAGO, CHILI – DÉCEMBRE 2016

SITUATION FINANCIÈRE DE LA CONVENTION

- Nous félicitons le Chili et l'Unité d'appui à l'application (UAA) pour l'excellente conférence des donateurs qu'ils ont tenue lors de la Convention de Genève, en mars dernier. Le ministre des Affaires étrangères du Canada s'est dit heureux de faire partie du groupe d'experts et d'annoncer la contribution du Canada au budget de 2016 de l'UAA.
- Nous sommes également reconnaissants envers l'Australie et l'UAA pour les efforts incessants qu'elles ont déployés pour obtenir l'appui à l'égard du programme de commandites, lequel constitue un outil important pour favoriser l'universalisation et la mise en œuvre de la présente Convention.
- Cette conférence a fourni une mesure bien accueillie de stabilité puisque nous avons appris plus tôt cette année la teneur des contributions auxquelles nous pouvions nous attendre des États à l'UAA et avons été mis au fait de la situation précaire du programme de commandites. Toutefois, les contributions accordées jusqu'à présent à l'UAA sont inférieures à celles reçues l'an dernier.
- L'année prochaine, la Conférence des États parties visera notamment à examiner le nouveau modèle financier que nous avons adopté l'année dernière. Au cours de l'année à venir, il serait important d'évaluer si ce nouveau système fournit des ressources proportionnelles à nos ambitions en tant qu'États parties.
- Nous devrions tenir en compte tout potentiel changement à ce système qui pourrait mieux nous servir de façon plus adéquate, en incluant la possibilité de permettre à la présidence et à l'UAA de concentrer sur l'atteinte des objectifs à l'horizon 2025 les efforts qui sont actuellement déployés pour amasser des fonds. Il convient de souligner que la présente Convention est maintenant la dernière des conventions de Genève sur le désarmement à disposer d'un modèle de financement exclusivement volontaire pour son UAA.

SITUATION FINANCIÈRE POUR LES FRAIS DE RÉUNION

- Cette année, les conventions de Genève sur le désarmement, y compris la nôtre, ont été confrontées à une situation difficile alors que les Nations Unies ont modifié leurs procédures financières et que la dette continue de s'alourdir en raison d'un petit

nombre d'États qui ne paient toujours pas leurs contributions d'évaluation. La réunion d'aujourd'hui aurait très bien pu ne pas avoir lieu.

- Nous sommes reconnaissants envers le Chili pour sa gestion habile de la situation et pour son importante contribution pour faire en sorte que toutes les langues des Nations Unies puissent être utilisées dans le cadre de la présente réunion.
- Nous avons été heureux d'apprendre que quelques nouveaux États avaient l'intention de régler leur dû. Nous souhaitons toutefois réitérer l'importance d'effectivement le faire. La mise en œuvre de la Convention incombe à nous tous et nous devons prendre notre engagement au sérieux si nous voulons atteindre notre objectif.
- Nous encourageons tous les États parties à honorer leurs engagements et à respecter leurs obligations financières en réglant le montant de leurs contributions dans sa totalité et à temps.